

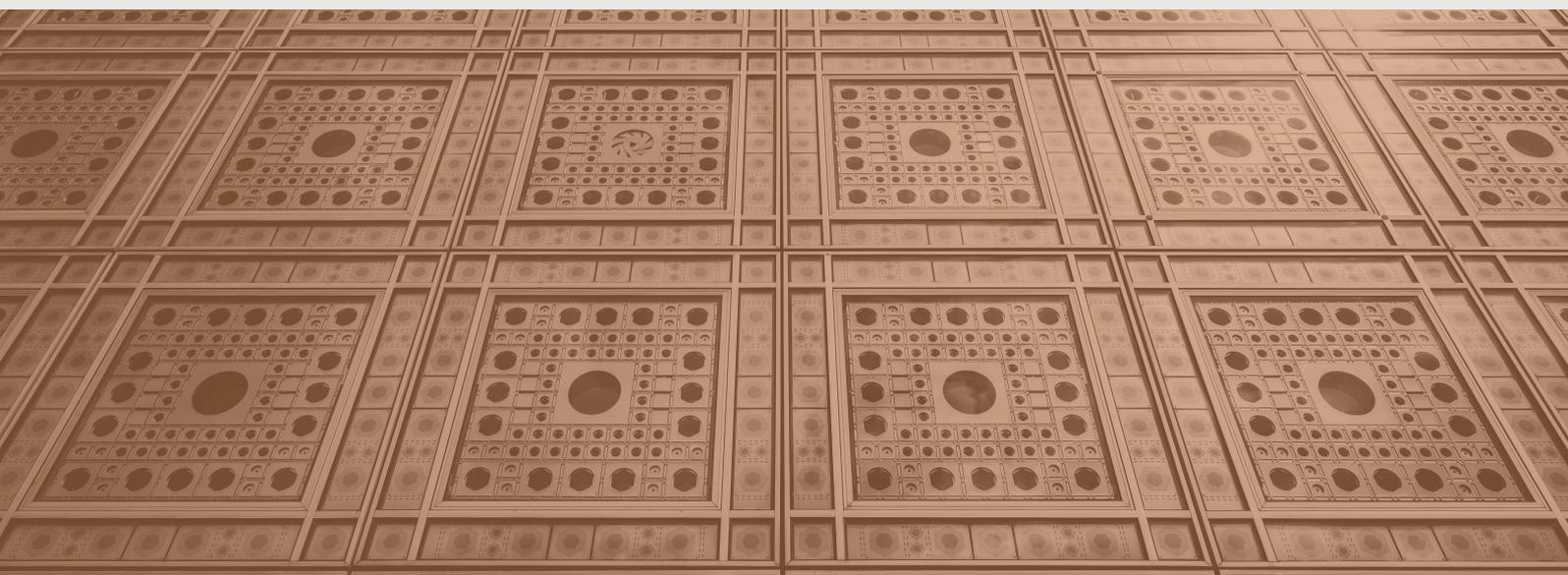


OBSERVATOIRE du Maghreb

MAURITANIE : UN PAYS STRATÉGIQUE POUR L'ALGÉRIE ET LE MAROC

Bassem Laredj / Docteur en droit international

Septembre 2024



PRÉSENTATION DE L'AUTEUR



Bassem Laredj / Docteur en droit international

Bassem Laredj est docteur en droit international, analyste stratégique et enseignant universitaire en droit international et relations internationales. Il est également président-fondateur du cabinet de conseil Amane Risk Consulting, spécialisé en renseignement d'affaires et risque pays.

PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE

Sous la direction de **Brahim Oumansour**, chercheur associé à l'IRIS, l'Observatoire du Maghreb se propose d'être une plateforme d'expertise et d'analyses sur le Maghreb pour contribuer à une meilleure compréhension des évolutions politique, sociale, économique, sécuritaire et culturelle des pays le constituant.

La vocation de cet observatoire vise à ouvrir un espace de débats transdisciplinaire et à organiser des conférences, tables rondes et colloques, au sein de l'IRIS ou en partenariat avec d'autres centres et institutions françaises et étrangères, avec l'objectif de décrypter les crises et conflits qui secouent la région, prospecter des pistes d'évolution et apporter un éclairage sur les enjeux géostratégiques qui en découlent.

L'Observatoire du Maghreb s'inscrit dans le cadre du Programme Moyen-Orient / Afrique du Nord de l'IRIS, dirigé par **Didier Billion**, directeur adjoint de l'IRIS.



PROGRAMME
**MOYEN-ORIENT/
AFRIQUE DU NORD**

Le programme de recherche Moyen-Orient/Afrique du Nord a pour fonctions de décrypter et de mettre en perspective des réalités politiques, économiques, sociales et géopolitiques mouvantes afin de fournir des clés de compréhension et un cadre d'analyse et d'aide à la prise de décision à l'attention des multiples acteurs des relations avec les pays de la région concernée.

Ses champs d'intervention sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

Face aux considérations économiques, diplomatiques et géopolitiques régionales, la Mauritanie se trouve aujourd'hui, malgré elle, intégrée indirectement dans le jeu d'influence et la « guerre froide » qui oppose ses deux grands voisins maghrébins, le Maroc et l'Algérie. Si le Maroc développe depuis au moins deux décennies une véritable stratégie d'influence économique et politique sur le continent africain, notamment vers l'Afrique de l'Ouest¹ ; l'Algérie cherche aujourd'hui, après une longue période de paralysie diplomatique en raison de la maladie de son ancien président², à mettre en place les bases d'une nouvelle stratégie d'influence africaine à travers notamment le développement d'une plus forte coopération économique avec son environnement régional proche. Dans ce contexte et pour atteindre leurs objectifs, la Mauritanie devient un pays central pour Rabat et Alger. Pour ces derniers, la Mauritanie est par sa situation géographique un passage obligé et incontournable pour aller vers l'Afrique de l'Ouest (et le Sahel pour le Maroc). Cet état de fait place le pays dans une situation délicate, marquée notamment par la nécessité pour Nouakchott de jouer la carte de la « neutralité politique » vis-à-vis d'Alger et Rabat pour pouvoir préserver de bons rapports avec les deux voisins. Les relations entre la Mauritanie et le Maroc sont importantes, notamment sur le plan économique, même si elles connaissent régulièrement des crises et des pics de tension qui rappellent la fragilité des rapports entre les deux pays. Par ailleurs, la Mauritanie reconnaît la République arabe sahraouie démocratique (RASD) au grand dam du Maroc et a de bonnes relations politiques avec l'Algérie, même si sur le plan économique les échanges entre les deux pays restent encore assez faibles, en dehors des hydrocarbures.

COOPÉRATION ET FRICTIONS RÉCURRENTES AVEC LE VOISIN MAROCAIN

Importante coopération économique

Le Maroc, avec une économie dynamique, a cherché depuis plusieurs années à étendre son influence commerciale et économique au-delà de ses frontières, notamment vers l'Afrique de l'Ouest, et ce, *via* la Mauritanie. Le Royaume chérifien est ainsi devenu le premier investisseur africain en Mauritanie. Les entreprises marocaines sont présentes en force dans de nombreux secteurs, dont les télécoms, les banques, les matériaux de construction, la pêche, la logistique et les services. Signe de l'ampleur et du dynamisme de cette coopération économique, le niveau des échanges commerciaux entre les deux pays ne cesse de croître. Ainsi, selon l'ambassadeur du Maroc en Mauritanie, Hamid Chabar, les échanges commerciaux

¹ Yousra Abourabi, « Les relations internationales du Maroc : Le Maroc à la recherche d'une identité stratégique », *Le Maroc au présent*, Baudouin Dupret et al., Centre Jacques-Berque, 2015, 569-604.

² Victime d'un grave accident vasculaire cérébral (AVC) en 2013, le président Abdelaziz Bouteflika, qui a dirigé le pays de 1999 à 2019, a vu ses capacités de mouvement et son élocution considérablement diminuer. Cette situation a impacté négativement le fonctionnement des institutions nationales et l'activité diplomatique régionale et internationale du pays.

bilatéraux ont atteint en 2022 la somme de 300 millions de dollars (+58 % par rapport à 2021), dont 23 % pour le secteur agricole³.

Si les entreprises marocaines sont présentes sur le marché mauritanien depuis longtemps, celles-ci voient dans la découverte et le début de l'exploitation du champ gazier *offshore* Grande Tortue Ahmeyim (GTA), situé à la frontière maritime entre la Mauritanie et le Sénégal, une occasion prometteuse pour le développement de leurs affaires dans le pays. En effet, le gouvernement mauritanien, grâce à la manne financière attendue de l'exploitation de ce champ gazier⁴, s'est engagé à investir massivement dans les infrastructures, notamment les routes, ce qui n'est pas sans soulever l'intérêt du Maroc et de ses entreprises⁵. Pour rappel, le Fonds monétaire international (FMI) annonce des perspectives très prometteuses pour l'économie mauritanienne. Selon les projections de l'institution internationale, la croissance économique du pays devrait s'établir à 4,3 % en 2024 contre 3,4 % en 2023⁶. Cette croissance pourrait même être à deux chiffres en 2025, grâce notamment à l'entrée en production du gisement gazier GTA⁷, ce qui laisse entrevoir d'importantes perspectives de développement économique pour la Mauritanie.

Par ailleurs, le Maroc en tant que pays dépendant de l'extérieur pour la quasi-totalité de son approvisionnement en hydrocarbures, voit sa facture énergétique augmenter d'année en année, notamment depuis la décision d'Alger de cesser ses livraisons de gaz⁸. Cette situation pèse lourd sur les équilibres économiques et financiers du royaume et son impact social est important⁹. L'entrée en service du champ gazier GTA, en Mauritanie et au Sénégal, représente donc un intérêt stratégique de premier plan pour le Maroc qui en raison de ses bonnes

³ Amadou Seck, « Mauritanie-Maroc : une task force pour accélérer les échanges commerciaux et les investissements communs », *Le 360*, 22 février 2024. https://afrique.le360.ma/economie/mauritanie-maroc-une-task-force-pour-acceler-les-echanges-commerciaux-et-les-investissements_GPXQIFOSR5B3HOROTWSJWPATJ4/

⁴ Les estimations des réserves, basées sur les données mauritaniennes, indiquent la présence de 25 trillions de mètres cubes de gaz naturel. Le début de l'exploitation de ces ressources est prévu à partir de 2024, avec une production envisagée de 2,5 millions de tonnes de gaz liquéfié par an. La Mauritanie et le Sénégal ont conclu un accord de partage de la production pour ce gisement, qui sera exploité par un consortium comprenant le géant britannique BP et l'américain Cosmos.

Amine Bouwafoud, « Potentiels et enjeux stratégiques de la production de gaz en Mauritanie », *Medias24*, 14 mars 2024

⁵ Zaina Jnina, « Le gaz mauritanien, une source d'attraction pour les investisseurs Marocains », *Hespress*, 25 mars 2024

⁶ FMI, Communiqué de presse, N° 24/205, « Le conseil d'administration du FMI achève les deuxièmes revues des accords au titre de la facilité élargie de crédit et du mécanisme élargi de crédit et la première revue de l'accord au titre de la facilité pour la résilience et la durabilité avec la République islamique de Mauritanie », 4 juin 2024

⁷ Katarina Hoijs, « IMF sees Mauritania growth almost tripling on gas exports », *Bloomberg*, 8 janvier 2024

⁸ Dans le sillage des tensions entre l'Algérie et le Maroc, les autorités algériennes ont décidé le 31 octobre 2021 de ne pas prolonger le contrat d'utilisation du gazoduc Gaz Maghreb Europe (GME), qui transite par le territoire marocain avant d'atteindre les côtes espagnoles. En contrepartie de ce transit, le Maroc recevait annuellement près d'un milliard de m³ de gaz naturel, ce qui représente 97% de ses besoins. La moitié était des droits de passage payés en nature, l'autre du gaz acheté à un prix avantageux.

« Le président algérien coupe le robinet du gaz au Maroc », *TV5 Monde*, 1^{er} novembre 2021. <https://information.tv5monde.com/afrique/le-president-algerien-coupe-le-robinet-du-gaz-au-maroc-34097>

⁹ Par exemple, le 20 mai 2024, la décompensation partielle de la subvention de l'État sur les bouteilles de gaz butane est entrée en vigueur, ce qui a engendré une augmentation de 25% sur le prix des bouteilles de gaz. Cette décision peut avoir un effet domino, en affectant notamment les prix d'autres produits de grande consommation et engendrer ainsi une importante inflation.

relations avec les deux pays peut espérer leur acheter du gaz à un prix préférentiel. L'autre intérêt stratégique pour Rabat avec l'exploitation du champ GTA est lié à son mégaprojet, le gazoduc Maroc-Nigeria, qui sur le papier doit relier l'Afrique de l'Ouest à l'Europe¹⁰. Un tel projet pourrait prendre un nouvel élan avec les énormes réserves du gisement GTA et son entrée en production. L'intégration du gisement GTA dans ce projet permettra à ce dernier de paraître plus rentable et viable auprès des investisseurs intéressés, et surtout pousser la Mauritanie à s'impliquer plus fortement dans ce projet qui lui permettra d'exporter son gaz vers l'Europe.

Malgré l'importance des liens économiques qui unissent les deux pays et l'intérêt stratégique pour le Maroc d'avoir des relations apaisées avec la Mauritanie, les relations entre les deux pays connaissent régulièrement des pics de tensions qui rendent cette relation fragile.

L'INTÉGRITÉ TERRITORIALE DE LA MAURITANIE TOUJOURS EN QUESTION

Parmi les sujets qui fâchent, il y a d'abord la question de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Mauritanie. Si le Maroc reconnaît officiellement l'indépendance de son voisin du sud depuis la signature du traité d'Ifrane en 1969¹¹, les sorties hasardeuses de certains responsables politiques marocains ou de personnalités publiques, proches du Palais royal remettant en cause l'indépendance de la Mauritanie enveniment régulièrement les relations entre les deux pays. À titre d'exemple, en décembre 2016, le Secrétaire général du parti marocain l'Istiqlal, Hamid Chabat, avait déclaré à l'occasion d'un meeting que « la Mauritanie [était] une terre marocaine ». Plus récemment, le prédicateur marocain Ahmed Raïssouni, alors président de l'Union internationale des oulémas musulmans (UIOM), avait déclaré en août 2022 dans un entretien accordé à un média local que l'existence de la Mauritanie était une « erreur » et prônait un retour au « Grand Maroc »¹². Ce type de sortie médiatique de

¹⁰ Annoncé pour la première fois en 2016, ce gazoduc doit passer sur plus de 3 000 km par 15 pays ouest-africains jusqu'au Maroc, et du Maroc jusqu'à l'Espagne pour alimenter le marché européen en gaz. Pour rappel, l'acheminement du gaz nigérian vers l'Afrique du Nord puis vers l'Europe alimente depuis longtemps de nombreux intérêts, l'Algérie ayant entamé des discussions avec le Nigeria dès 2002 pour la réalisation d'un pipeline reliant les deux pays via le Niger. En dehors des considérations économiques, le projet de gazoduc Maroc-Nigeria a un intérêt géostratégique pour le Maroc, puisque sa réalisation permettra au Royaume chérifien de devenir un véritable hub gazier pour l'Europe.

¹¹ Si la Mauritanie a accédé officiellement à l'indépendance le 28 novembre 1960, les revendications marocaines sur ce territoire ne vont s'arrêter qu'en 1969 avec la reconnaissance officielle de l'indépendance de la Mauritanie.

Jean-Claude Santucci, « La Mauritanie dans les relations inter-Maghrebines », *Introduction à la Mauritanie*, Centre de recherches et d'études sur les sociétés méditerranéennes et Centre d'étude d'Afrique noire, Institut de recherches et d'études sur les mondes arabes et musulmans, 1979, 361-381, <https://doi.org/10.4000/books.iremam.1247>.

¹² Ce concept a vu le jour en 1955. Son concepteur, Allal El Fassi (figure du nationalisme marocain et l'un des chefs historiques du parti de l'Istiqlal) défendait l'idée d'un « Grand Maroc » dont les frontières s'étendaient jusqu'au Sénégal et au Mali, englobant ainsi non seulement les régions algériennes de Béchar et Tindouf mais aussi la totalité de la Mauritanie et du Sahara occidental

Abdelmoughit Aboumejd, « Histoire : le jour où le Maroc a pleuré l'indépendance de la Mauritanie », *Yabiladi*, 28 novembre 2021

personnalités marocaines remettant en cause l'existence et l'indépendance de la Mauritanie en tant que nation provoque systématiquement de vives réactions en Mauritanie et des tensions diplomatiques avec le Maroc. Ce dernier se retrouve à chaque fois dans l'obligation de calmer le jeu en « rejetant » officiellement ce genre de déclaration et en prônant « le bon voisinage, la solidarité et la coopération avec la Mauritanie sœur » et en envoyant parfois son ministre des Affaires étrangères à Nouakchott pour dissiper les tensions.

Le problème du Sahara occidental

L'autre sujet récurrent de tension entre les deux pays voisins est lié au problème du Sahara occidental¹³. Si la Mauritanie a reconnu la RASD en 1981, après avoir revendiqué et occupé une partie de ce territoire, ses dirigeants successifs essayent depuis de jouer les équilibristes entre le Maroc d'un côté et l'Algérie et le Polisario de l'autre côté. Ainsi, tout en accueillant régulièrement les dirigeants sahraouis et en soutenant la participation de la RASD à l'Union africaine, la Mauritanie affirme systématiquement aux responsables et diplomates marocains sa neutralité dans le conflit qui oppose le Maroc au Polisario et rappelle la nécessité d'œuvrer en faveur d'une solution pacifique du problème sous l'égide de l'ONU¹⁴. À travers cette posture, la Mauritanie cherche à envoyer un message clair indiquant que le pays veut rester neutre et se tenir à la même distance des deux parties au conflit et ainsi maintenir de bonnes relations avec le Maroc et l'Algérie. Toutefois, cette « zone grise » où navigue la Mauritanie ne la préserve pas systématiquement des tensions avec le Maroc qui se montre susceptible face à cette « neutralité active » de la Mauritanie et ne parvient à pas concevoir, de ce fait, la Mauritanie comme un allié stratégique solide¹⁵. Chaque action diplomatique entreprise par Nouakchott sur ce dossier est attentivement surveillée et scrutée par le Maroc. L'accueil de responsables du Polisario de manière officielle et régulière par les autorités mauritaniennes alimente sporadiquement des tensions avec Rabat, qui insiste sur sa souveraineté sur ce territoire. Vu de Rabat, l'accueil officiel réservé par Nouakchott aux responsables du Polisario est un « acte inamical » qui « remet en cause » la neutralité de la Mauritanie sur ce dossier. Et même s'il n'y a pas toujours de réaction officielle, les médias marocains proches du Palais n'hésitent pas à critiquer de manière virulente la position de Nouakchott sur ce dossier, ce qui ne manque pas de raviver sporadiquement les tensions entre les deux pays.

¹³ Le Sahara occidental (ex-Sahara espagnol) est disputé depuis le départ des autorités coloniales, en 1975, par le Maroc, au nom de la récupération de son territoire démembré par la colonisation, et par une large partie de la population autochtone sahraouie, représentée par le Front Polisario, au nom du droit à l'autodétermination. L'ONU considère ce territoire comme non autonome et appelle à l'organisation d'un référendum d'autodétermination.

¹⁴ Alain Faujas, « Pourquoi la Mauritanie est tiraillée sur la question du Sahara occidental », *Jeune Afrique*, 24 avril 2017 <https://www.jeuneafrique.com/mag/426323/politique/mauritanie-tirailee-question-sahara-occidental/>

¹⁵ Youssa Abourabi, « Les relations internationales du Maroc : Le Maroc à la recherche d'une identité stratégique », *Le Maroc au présent*, Baudouin Dupret et al., Centre Jacques-Berque, 2015, 569-604.

Tensions d'ordre économique

Enfin, sur le plan économique, on observe également des tensions récurrentes entre les deux pays. Par exemple, en juillet 2013 après l'interdiction par les autorités marocaines, au poste frontalier de Guergarate, de laisser passer une quarantaine de camions en provenance de Mauritanie, Nouakchott a riposté *via* l'Autorité de l'aviation civile mauritanienne qui a annulé deux vols réguliers de la Royal Air Maroc (RAM) vers le pays, réduisant ainsi les parts de la RAM sur le marché mauritanien¹⁶.

Plus récemment, début 2024, les tensions économiques entre les deux pays ont fait la une de la presse marocaine après la décision de Nouakchott d'augmenter de 171 % les taxes douanières sur certains produits agricoles d'origine marocaine. Pour beaucoup d'observateurs, cette décision mauritanienne était une mesure de rétorsion contre la décision de Rabat, prise en février 2023, d'interdire les exportations de certains produits agricoles vers l'Afrique de l'Ouest, y compris la Mauritanie. Même si la décision marocaine était justifiée en partie par la volonté des autorités de garantir la disponibilité de certains produits agricoles à des prix raisonnables sur le marché local à la veille du ramadan, le fait que l'interdiction d'exportation ne s'appliquait qu'aux pays africains et pas à l'Europe a été mal perçu en Mauritanie et a été vécu comme une « humiliation »¹⁷.

Si la Mauritanie a vu dans cette affaire un levier pour encourager la production locale, dans un souci de sécurité alimentaire, certains responsables marocains ont rappelé le risque de voir le Maroc perdre des parts de marché face à d'autres pays, dont l'Algérie¹⁸. Pour rappel, la crise agricole entre la Mauritanie et le Maroc survient alors que l'Algérie ambitionne d'augmenter ses exportations vers ce pays, avec la mise en place d'une zone de libre-échange à Tindouf ainsi que la construction d'une route reliant Tindouf (Algérie) à Zouerate (Mauritanie) sur plus de 800 km pour permettre l'acheminement des produits algériens vers le marché mauritanien.

RAPPROCHEMENT ENTRE L'ALGÉRIE ET LA MAURITANIE

Depuis l'arrivée d'Abdelmadjid Tebboune à la tête de l'Algérie en 2019, les relations entre Alger et Nouakchott semblent prendre une dimension stratégique pour les deux pays. Ce rapprochement pourrait avoir des conséquences géopolitiques importantes sur le Maghreb dans une conjoncture régionale tendue, notamment entre l'Algérie et le Maroc. Dépassant les

¹⁶ Mohammed Jaabouk, « Tensions entre le Maroc et la Mauritanie : Nouakchott annule deux vols de la RAM », *CRIDEM*, 31 juillet 2013. https://cridem.org/C_Info.php?article=646000

¹⁷ Amine Amanatoullah, « Derrière la querelle agro-commerciale entre le Maroc et la Mauritanie », Fresh Plaza. <https://www.freshplaza.fr/article/9623169/derriere-la-querelle-agro-commerciale-entre-le-maroc-et-la-mauritanie/>

¹⁸ Djamel Belaid, « Maroc : l'Algérie peut « tirer profit » de la crise agricole avec la Mauritanie », *TSA*, 15 février 2024

simples déclarations politiques et d'intentions, le rapprochement entre l'Algérie et la Mauritanie commence à prendre forme, à travers notamment le lancement de plusieurs projets de portée régionale de première importance pour l'Algérie. Depuis son élection, le président Tebboune a clairement affiché sa volonté de faire sortir le pays de sa dépendance aux hydrocarbures en diversifiant notamment l'économie et les exportations algériennes. Dans ce cadre, la Mauritanie - et à travers elle les pays de l'Afrique de l'Ouest - semble être une cible prioritaire pour Alger qui souhaite voir ses opérateurs économiques nationaux plus présents sur le marché africain.

Implantation de banques algériennes en Mauritanie

Annoncé en mai 2022 par le Premier ministre algérien, le projet d'implantation des banques publiques algériennes dans d'autres pays du continent africain prend comme point de départ la Mauritanie. Cette dernière est la première étape du processus d'ouverture de succursales de banques algériennes en Afrique. L'implantation de telles banques vise notamment à assurer la présence des institutions financières algériennes à l'étranger et à accompagner les opérateurs économiques algériens dans la conquête de nouveaux marchés. Dans ce cadre, le Crédit populaire d'Algérie (CPA), la Banque nationale d'Algérie (BNA), la Banque extérieure d'Algérie (BEA) et la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR) ont inauguré, en septembre 2023, leur première filiale en Mauritanie. Baptisé « Algerian Union Bank » (AUB), avec un capital de 50 millions de dollars, cet établissement bancaire a été inauguré dans la capitale mauritanienne Nouakchott¹⁹. En février dernier, l'AUB a inauguré sa deuxième agence commerciale dans le pays, dans la ville de Nouadhibou.

Ouverture du premier poste-frontière terrestre fixe entre les deux pays

Les présidents algérien et mauritanien ont inauguré fin février dernier le premier poste-frontière terrestre fixe entre les deux pays à Tindouf. L'ouverture de ce poste-frontière devrait permettre l'augmentation du volume des échanges commerciaux qui ne cessent de croître entre les deux pays. Pour rappel, le ministre algérien du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a indiqué en mars dernier que les échanges commerciaux entre les deux pays au cours des 11 premiers mois de l'année 2023 avaient atteint 414 millions de dollars, soit une augmentation de plus de 82 % par rapport à l'année 2022 (297 millions de dollars). Ces échanges restent toutefois dominés par les hydrocarbures, puisque la valeur des exportations algériennes hors hydrocarbures vers la Mauritanie s'est établie à 62 millions de dollars en 2023, mais avec une hausse de 51 % par rapport à l'année 2022. Une tendance à la

¹⁹ « Mauritanie : inauguration de l'Algerian Union Bank, première banque algérienne à l'étranger », *Ecofin*, 21 septembre 2023. <https://www.agenceecofin.com/actualites/2109-111978-mauritanie-inauguration-de-lalgerian-union-bank-premiere-banque-algerienne-a-letranger>

hausse qui devrait se poursuivre et se renforcer à l'avenir à la faveur de l'entrée en service des projets stratégiques en cours de réalisation entre les deux pays²⁰.

Lancement des travaux de la route Tindouf-Zouerate

Les présidents algérien et mauritanien ont également annoncé le lancement des travaux de réalisation du projet de route reliant Tindouf (Algérie) et Zouerate (Mauritanie) sur plus de 800 km. Ce projet structurant, financé par l'Algérie, est la première infrastructure d'importance majeure réalisée par l'Algérie en dehors de ses frontières depuis son indépendance. Après le parachèvement de ce projet, son exploitation sera assurée par l'Algérie sous forme de concession pour une durée de dix années reconductible, et les multiples stations-service implantées tout le long du tracé de la route seront réalisées et exploitées par la société algérienne Naftal. Derrière ce projet, l'Algérie cherche à ouvrir de nouveaux axes routiers internationaux pour ainsi permettre aux opérateurs algériens d'accéder aux marchés africains, *via* la Mauritanie²¹.

Zone franche entre les deux pays

Les deux chefs d'État ont également procédé à la pose de la première pierre de la future zone de libre-échange entre les deux pays (située à proximité du poste-frontière du côté algérien). La création de cette zone vise également à augmenter progressivement les échanges commerciaux et industriels entre l'Algérie et la Mauritanie et plus globalement avec les pays d'Afrique de l'Ouest. Pour rappel, il existe quatre autres projets de zone franche que l'Algérie souhaite ériger au niveau de ses frontières avec le Mali, le Niger, la Libye et la Tunisie. Celui avec la Mauritanie est le premier à être lancés officiellement. Cette zone franche aura des exonérations fiscales et douanières en matière d'échanges commerciaux et industriels entre les deux pays.

Coopération énergétique

Le rapprochement avec la Mauritanie pourrait également avoir des retombées sur le plan énergétique et renforcer la place centrale de l'Algérie sur le marché international du gaz naturel. Les gisements de gaz découverts en Mauritanie, notamment au niveau du champ Grande Tortue Ahmeyim (GTA), intéressent au premier plan l'Algérie qui souhaite la réalisation d'un gazoduc commun entre les deux pays pour transporter le gaz naturel²². La concrétisation

²⁰ « Algérie-Mauritanie : vers la définition des produits bénéficiant de la franchise des droits de douane », Agence Ecofin, 6 mar 2024

²¹ A. Mehdid, « La voie d'une coopération prometteuse balisée », *Horizons*, 24-23 février 2024,

²² C'est l'une des recommandations de la 9^{session} de la Grande commission mixte algéro-mauritanienne.

Smaïl Rouha, « Un gazoduc reliera la Mauritanie à l'Algérie », *L'Expression*, 15 septembre 2022. <https://www.lexpressiondz.com/nationale/un-gazoduc-reliera-la-mauritanie-a-l-algerie-360776>

d'un tel projet pourrait permettre à terme de faire transiter le gaz mauritanien par l'Algérie et son vaste réseau de gazoduc pour l'exporter ensuite vers l'Europe.

Le rapprochement entre l'Algérie et la Mauritanie pourrait donc avoir des implications géopolitiques importantes, notamment sur le secteur énergétique, ce qui n'est pas sans provoquer les inquiétudes du Maroc qui souhaite devenir également une zone de transit pour le gaz et le pétrole africain vers l'Europe. Or la Mauritanie est la clé de voûte de tous les plans marocains dans ce domaine. Le passage par la Mauritanie est incontournable pour le Maroc pour pouvoir acheminer les hydrocarbures en provenance du Sénégal ou du Nigeria vers l'Europe à travers le gazoduc Maghreb-Europe qui relie le Maroc à l'Espagne. Un rapprochement entre Alger et Nouakchott pourrait compromettre ces projets, surtout si la Mauritanie décide de livrer son gaz à l'Algérie.

Le rapprochement de l'Algérie et de la Mauritanie, s'il venait à se confirmer avec la réalisation de projets lourds et structurants, pourrait reconfigurer le paysage géopolitique de l'Afrique du Nord et de l'Ouest. Dans ce cadre, il est important de suivre les projets concrets qui découleront de ce rapprochement algéro-mauritanien et d'analyser la réaction du Maroc. La Mauritanie risque en tout cas de se retrouver une nouvelle fois au centre des rivalités algéro-marocaines.

NEUTRALITÉ POLITIQUE DE LA MAURITANIE

Si la Mauritanie cherche à développer ses relations, notamment sur le plan économique, avec ses deux voisins du Nord, le pays garde clairement ses distances avec les initiatives régionales qui peuvent remettre en cause sa « neutralité politique » vis-à-vis de l'Algérie ou du Maroc. Cette stratégie lui permet de conserver de bons rapports avec Alger et Rabat alors que les deux pays sont en conflit ouvert depuis de nombreuses années²³.

« Refus » d'adhésion à « l'Initiative atlantique » marocaine

« L'Initiative atlantique » est le nouveau grand projet stratégique du Maroc, impulsé par le roi Mohammed VI en novembre 2023 à l'occasion de son discours commémorant le 48^e anniversaire de « la Marche verte »²⁴. Ce projet, lancé principalement en direction de quatre pays enclavés du Sahel (Burkina Faso, Mali, Niger et Tchad), vise notamment à faciliter l'accès

²³ Brahim Oumansour, *L'Algérie, un rebond diplomatique*, Paris, Editions Eyrolles, 2024, 210-224.

²⁴ Nom donné à l'opération du 6 novembre 1975 au cours de laquelle près de 350 000 volontaires civils marocains, sur ordre du roi Hassan II, ont marché sur le Sahara occidental, territoire encore sous occupation espagnole.

de ces pays à l'océan Atlantique et dont l'éloignement du commerce maritime freine le développement économique²⁵.

Officiellement, cette initiative vise à favoriser l'accès de ces États enclavés à l'Atlantique, *via* de grandes infrastructures, dont plusieurs sont en cours de construction, notamment au Sahara occidental. Ce projet, audacieux et stratégique sur le papier, reste toutefois très complexe à réaliser sur le terrain. Si le Maroc se dit prêt à mettre ses infrastructures (routières, portuaires et ferroviaires) à la disposition des pays enclavés du Sahel, il reste la question du financement de ce projet. Cette initiative ne pourra donner les résultats escomptés qu'à la condition de moderniser et de développer les infrastructures des pays sahéliens pour mieux les relier aux réseaux de transport et de communication régionaux. Or, compte tenu du niveau de développement de ces pays, tous à faibles revenus, le chantier semble colossal et difficile à mettre en place rapidement. À court terme l'initiative marocaine semble surtout avoir des visées géopolitiques qu'économiques. En se disant prêt à mettre ses infrastructures, notamment celles localisées au Sahara occidental, à la disposition des pays sahéliens enclavés, Rabat cherche d'abord à élargir la reconnaissance internationale de sa souveraineté sur ce territoire contesté. Ensuite, à travers cette initiative le Maroc cherche à élargir son influence au Sahel au détriment du rival algérien dont les réseaux sont traditionnellement fortement présents dans la zone, notamment au Mali et au Niger²⁶.

Dans ce contexte, le positionnement de la Mauritanie sur l'initiative marocaine devient central pour Rabat et Alger. Si les pays du Sahel ont unanimement salué cette initiative et pris part à la réunion ministérielle organisée au Maroc le 23 décembre 2023 pour essayer de structurer ce projet, la Mauritanie était la grande absente. Nouakchott semble prendre ses distances avec cette initiative. Or de l'aveu même de la presse marocaine, « l'Initiative atlantique » lancée par le Palais royal en faveur des pays enclavés du Sahel reste fortement dépendante de l'implication de la Mauritanie dans ce projet et dont le territoire est intercalé entre le Maroc et le Mali. Même le ministre marocain des Affaires étrangères, Nacer Bourita, est allé en ce sens en indiquant que le Roi Mohammed VI estime que la réussite de cette initiative ne peut se concevoir sans une implication constructive positive et concrète de la Mauritanie²⁷. S'il ne fait pas de doute que le Maroc souhaite voir la Mauritanie rejoindre cette initiative, le silence radio adopté par les autorités mauritaniennes jusqu'à présent laisse supposer que Nouakchott

²⁵ Nina Kozłowski, « L'Initiative Atlantique de Mohammed VI, nouvelle pierre angulaire de la diplomatie marocaine ? », *Jeune Afrique*, 6 juin 2024. <https://www.jeuneafrique.com/1566499/politique/linitiative-atlantique-de-mohammed-vi-nouvelle-pierre-angulaire-de-la-diplomatie-marocaine/>

²⁶ Alexandre Aublanc, « Le Maroc veut donner aux États du Sahel un accès à l'Atlantique », *Le Monde*, 16 janvier 2024 https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/01/16/le-maroc-veut-donner-aux-etats-du-sahel-un-acces-a-l-atlantique_6211058_3212.html

²⁷ Issam El Yadari, « La Mauritanie appelée à rejoindre l'Initiative Atlantique offerte par le Maroc aux pays du Sahel », *Le Desk*, 25 décembre 2023 <https://ledesk.ma/2023/12/25/la-mauritanie-appellee-a-rejoindre-linitiative-atlantique-offerte-par-le-maroc-aux-pays-du-sahel/>

préfère pour l'heure garder ses distances avec cette initiative qui fait la part belle au futur port de Dakhla, dans le territoire contesté du Sahara occidental au détriment des ports mauritaniens de Nouadhibou et de Nouakchott²⁸.

Cette posture permet à la Mauritanie de jouer la carte de « l'équidistance diplomatique » vis-à-vis de l'Algérie et du Maroc et ainsi éviter des tensions potentielles avec Alger et le Polisario, puisque l'initiative marocaine concerne directement le Sahara occidental. Une adhésion mauritanienne à cette initiative serait automatiquement interprétée par Alger et le Polisario comme une validation des thèses marocaines sur ce territoire contesté et comme un soutien indirect à la volonté marocaine d'affaiblir l'influence algérienne au Sahel.

Cette règle mauritanienne de « l'équidistance diplomatique » semble également s'appliquer avec l'Algérie pour éviter des tensions avec Rabat.

« Refus » d'adhésion à la nouvelle initiative maghrébine de l'Algérie

À l'occasion du septième sommet du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), tenu à Alger en mars dernier, le président algérien, Abdelmadjid Tebboune, avait proposé la mise en place d'un nouveau cadre de concertation maghrébin, appelé « Nouvelle formule », et convenu avec son homologue tunisien, Kaïs Saïed, et le président du Conseil présidentiel libyen, Mohamed Younes El Menfi, de tenir des réunions tripartites tous les trois mois et dont le premier sommet s'est tenu à Tunis le 22 avril²⁹. Ce premier sommet est venu ainsi confirmer la volonté des trois pays de dépasser la léthargie qui frappe l'Union du Maghreb arabe (UMA) en mettant en place un nouveau cadre de concertation en Afrique du Nord. L'objectif étant de permettre à ces pays de coordonner leurs efforts pour mieux répondre à leurs besoins et inquiétudes, surtout qu'ils sont confrontés aux mêmes difficultés : forte pression migratoire en provenance du Sahel ; risque sécuritaire élevé, notamment jihadiste, en raison du vide sécuritaire au Sahel ; pression hydrique... Fait marquant, ni le Maroc ni la Mauritanie, autres pays du Maghreb et membres de l'UMA, n'ont été conviés à cette réunion. Pour le Maroc, même si officiellement rien ne s'oppose à sa participation, il semble de fait exclu. Il est difficile d'imaginer Rabat intégrer un cadre initié par Alger alors que les deux pays ont rompu leurs relations diplomatiques en 2021. Au contraire, les deux pays se livrent une véritable « guerre froide » dans la région, chacun tentant de limiter l'influence de l'autre dans la zone en multipliant les initiatives avec les pays limitrophes. Dans le cas de la Mauritanie, les choses sont différentes. Si Alger souhaite clairement voir cette dernière intégrer la « Nouvelle formule » maghrébine, Nouakchott a dès

²⁸ D. Komedja, « Nouakchott au cœur des rivalités commerciales entre Rabat et Alger », *Africa Intelligence*, 28 février 2024 <https://www.africaintelligence.fr/afrique-du-nord/2024/02/28/nouakchott-au-coeur-des-rivalites-commerciales-entre-rabat-et-alger.110185284-eve>

²⁹ Mokrane Aït Ouarabi, « Tebboune participe à la première réunion consultative à Tunis : Un nouveau Maghreb en construction », *El Watan*, 23 avril 2024. <https://elwatan-dz.com/tebboune-participe-a-la-premiere-reunion-consultative-a-tunis-un-nouveau-maghreb-en-construction>

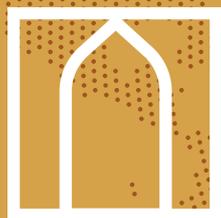
le lancement de cette idée pris ses distances en refusant de participer à toutes les réunions en lien avec le projet algérien³⁰. En adoptant cette attitude, la Mauritanie cherche clairement à éviter des tensions avec Rabat, puisque l'initiative algérienne est vue au Maroc comme une tentative visant à l'isoler sur le plan maghrébin.

CONCLUSION

Si des liens historiques et culturels unissent profondément l'Algérie, le Maroc et la Mauritanie, les tensions entre Alger et Rabat, qui ne cessent de croître, mettent Nouakchott dans une situation délicate. La Mauritanie, qui s'efforce de maintenir une neutralité fragile vis-à-vis de ses deux puissants voisins, est sous pression, chacun souhaitant l'attirer vers lui *via* différentes initiatives. En raison de sa place stratégique sur le plan géographique, notamment en tant que verrou qui peut ouvrir les portes de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel, la Mauritanie est un pays central pour l'Algérie et le Maroc dans leur stratégie de développement et d'élargissement de leur zone d'influence en Afrique. Cet antagonisme algéro-marocain offre toutefois à la Mauritanie de nouvelles opportunités de coopération et de développement avec ses voisins, surtout que Nouakchott a réussi jusqu'à présent à jouer subtilement la carte de la « neutralité politique ». Cette stratégie, clairement affichée par le président mauritanien Mohamed Ould Ghazouani, réélu pour un second mandat en juillet dernier, devrait se poursuivre puisqu'elle permet au pays de jouer sur les deux tableaux, algérien et marocain, et ainsi profiter de différentes opportunités que cette situation peut lui offrir.

³⁰ Riyadh Hamadi, « Sommet Algérie-Tunisie-Libye de Tunis : que cache l'absence de la Mauritanie ? », TSA, 23 avril 2024, <https://www.tsa-algerie.com/sommet-algerie-tunisie-libye-de-tunis-que-cache-labsence-de-la-mauritanie/>

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
MOYEN-ORIENT/
AFRIQUE DU NORD



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.